ARRÊTÉ n° 2024/0811522

République française
Département du Gard
Commune de Vauvert
Direction du CTM

D-2407-004677

Objet : Autorisation de voirie du 27/08/24 au 06/09/24 – Annule et remplace l'arrêté n°2024/07/1296 du 23/07/24

Pose échafaudage – Stationnement manuscopique et VL

Travaux réfection de toiture

EURL NAVARRO PHILIPPE

Lieu : **200 rue de la Barre – SCI MARLAUR**

ARRÊTÉ

Le maire pour la commune de Vauvert

VU le Code Général des Collectivités Territoriales dans son article L2212-2, L2213-2 et L2212-5,

VU le Code de la Route dans ses articles R417-10 et R411-8,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée par la loi n°82-623 du 28 juillet 1992,

VU l'arrêté préfectoral n°30-2019.09.24-002 en date du 24/09/19 portant agrément de la fourrière SAS LANGUEDOC POIDS LOURDS & Cie – 1235 Allée Saint Pierre – 34970 LATTES,

VU l'instruction interministérielle en date du 22 octobre 1963 sur la signalisation routière modifiée,

VU le décret n°91-1147 du 14 octobre 1991,

VU la délibération n°2023/05/066 en date du 15/05/23 du conseil municipal portant attribution de la délégation de service public de la fourrière automobile de Vauvert à la SAS LANGUEDOC POIDS LOURDS & Cie – 1235 Allée Saint Pierre – 34970 LATTES,

VU l'arrêté en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière modifiée,

VU le Règlement communal de voirie du 16 décembre 1986,

VU la délibération n°2017/01/010 en date du 30/01/2017 du conseil municipal relative à la création d'une redevance pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public communal ou non communal situé dans l'agglomération par une personne privée à l'occasion de travaux,

VU la délibération n°2019/02/026 en date du 01/03/19 du conseil municipal relatif aux tarifs des indemnités pour occupation sans titre du domaine public en nature et voie ou d'accessoire de la voirie,

VU la Déclaration Préalable n°03034124V0088 accordée tacitement le 28/05/24,

VU l'avis de la Direction du Centre Technique Municipal,

CONSIDERANT la requête en date du 10/07/24 par laquelle la EURL NAVARRO Philippe – Mas Floutier – route de la Laune – 30600 GALLICIAN sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal avec un échafaudage afin d'effectuer des travaux de réfection de toiture au n°200 de la rue de la Barre,

CONSIDERANT le nouveau plan de circulation de certaines artères du centre-ville,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules dans la rue de la barre et dans la rue de la Bonne Eau afin de permettre le bon déroulement de ce chantier,

ARRÊTE

Article 1 : L'arrêté n°2024/07/1296 du 23/07/24 est annulé.

Article 2 : La EURL NAVARRO Philippe est autorisée à occuper le domaine public communal pour la pose d'un échafaudage au n°200 de la rue de la Barre, du 27/08/24 au 06/09/24, afin d'effectuer uniquement des travaux de réfection de toiture.

Article 3 : À cette occasion, du 27/08/24 au 06/09/24 de 8h à 17h du lundi au vendredi, la circulation des véhicules sera interdite, sauf pour les véhicules de la EURL NAVARRO Philippe :

- Rue de la Barre, de la rue de la Bonne Eau à la rue du Camp de la Valade

Article 4 : À cette occasion, du 27/08/24 au 06/09/24 de 8h à 17h du lundi au vendredi, la circulation des véhicules sera modifiée comme suit :

- Les véhicules provenant de la rue de la Barre seront autorisés à emprunter la rue de la Bonne Eau en direction de la rue de Saint Gilles,
- Les véhicules provenant de la rue de Saint Gilles ne pourront pas emprunter la rue de la Bonne Eau,

Article 5 : À cette occasion, du 27/08/24 au 06/09/24, le stationnement des véhicules sera interdit sauf pour les véhicules de la EURL NAVARRO :

- Rue de la Barre, du n°154 au n°204

L'emprise de l'échafaudage sur la voie publique ne devra pas excéder 1 m.

Article 6 : La EURL NAVARRO Philippe sera chargée de la mise en place de la signalisation réglementaire, de jour comme de nuit, et sera responsable des accidents pouvant survenir par

défaut et insuffisance de cette signalisation. Le chantier sera signalé par des panneaux de type AK5 (travaux), BK6A1 (stationnement interdit), KCI (route barrée) et panneaux de chantier « PIETONS PRENEZ LE TROTTOIR D'EN FACE ».

KCI Route barrée :

- Rue de la Barre angle rue de la Bonne Eau

Article 7 : La EURL NAVARRO Philippe devra assurer la protection de son chantier contre la chute libre de gravats hors d'une enceinte fermée. Le déchargement de gravats devra se faire par une goulotte jusqu'au point de réception (benne ou camion). La EURL NAVARRO Philippe devra notamment protéger son chantier par la pose d'un filet anti-poussière et par l'établissement d'un passage piéton protégé qui assurera la circulation des piétons dans la rue de la Barre en toute sécurité.

Article 8 : Le pétitionnaire sera chargé de la mise en place de la signalisation réglementaire avant la date des travaux et de l'affichage de l'arrêté.

Article 9 : L'entreprise devra prévenir par téléphone le responsable du service voirie 06.75.21.87.24 ou au 04.66.73.10.96 et la police municipale au 04.66.73.10.80 le jour où cette signalisation sera posée.

Article 10 : La personne de l'entreprise responsable du chantier, qui pourra être appelée de jour comme de nuit y compris le week-end, pour remédier à tout incident pouvant survenir du fait des travaux est :

Agent de permanence: M. Philippe NAVARRO
Portable : 06.82.66.49.95.

Article 11 : Responsabilité du pétitionnaire : la confection de béton ou de mortier sur la chaussée est formellement interdite. Elle est tolérée à la condition expresse d'être faite dans une aire de gâchage tôlée.

Article 12 : Pendant la durée des travaux, le permissionnaire devra régulièrement et selon besoin enlever tous décombres ou matériaux, réparer tous dommages éventuellement causés à la voie publique et ses dépendances.

Article 13 : Les eaux et produits de nettoyage de chantier ne devront en aucun cas être rejetés dans les caniveaux et bouches des réseaux d'eau pluviale et d'assainissement.

Article 14 : Le permissionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence des travaux de remise en état effectués par l'administration dans l'intérêt général pour des dégâts éventuels causés par le pétitionnaire.

Article 15 : La présente autorisation est pour tout ou partie révocable à toute époque sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour le non-respect par le permissionnaire des conditions imposées par les articles énoncés plus haut ou par le règlement communal de voirie visé ci-dessus.

Article 16 : La validité de l'autorisation de commencement des travaux est subordonnée à la notification du présent arrêté au pétitionnaire et à l'acquittement par celui-ci de la redevance d'occupation du domaine public correspondante précisée à l'article 17 du présent arrêté.
La date limite de validité de ladite autorisation est le 06/09/24. Au-delà de cette date, elle sera considérée comme nulle et devra obligatoirement faire l'objet d'une demande écrite de renouvellement.

Article 17 : En application de la délibération n°2017/01/010 en date du 30/01/2017, le pétitionnaire est redevable d'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 232,30€ qui devra être acquittée lors de la notification du présent arrêté.

Article 18 : Le permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.

Article 19 : Tout véhicule ne respectant pas les prescriptions du présent arrêté, pendant les jours et horaires indiqués aux articles précédents, pourra être enlevé par la fourrière agrée. Les frais d'enlèvement et de garage seront alors à la charge des contrevenants.

Article 20 : Madame la Directrice Générale des Services, veillera à la bonne exécution du présent arrêté.

Fait à Vauvert, le 28 AOUT 2024
pour le maire
l'adjointe déléguée à la voirie

Annick CHOPARD

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte en vertu de :

- *~~son dépôt en préfecture le~~.....*
- *sa notification le.....*
- *sa publication le.....28 AOUT 2024.....*

et informe qu'en vertu du décret 83-1025 le présent peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois à compter du .....
Pour le maire par délégation,
la directrice générale des services,
Yolande Cavalier